

La mobilité des ménages accélère le changement social en Île-de-France



Atlas des Franciliens

Cette *Note rapide* constitue l'une des planches du futur *Atlas des Franciliens*, à paraître fin 2011 sous l'égide de l'IAU ÎdF. Elle est élaborée dans le cadre d'une convention partenariale avec la direction régionale Insee d'Île-de-France.

des professions intermédiaires (contre 15,8 % en province).

Des transformations sociales dues aux migrations résidentielles

Une part du changement social (entrée dans la vie active, changement de position professionnelle ou de qualification, passage de l'activité à la retraite...) s'effectue *in situ*, sans mobilité résidentielle. La plupart des ménages franciliens vivent, en 2006, dans la même commune qu'en 2001. Plus de six ménages franciliens sur dix n'ont pas changé de logement au cours des cinq années précédant le recensement, et un sur dix a changé de logement sans changer de commune de résidence. Au total, un peu plus d'un ménage francilien sur quatre ne résidait pas dans la même commune cinq ans auparavant. Qu'ils viennent d'une autre commune de la région, d'une autre région de France ou d'un autre pays, ces mouvements contribuent également à modifier la structure sociale des territoires. Selon leur catégorie socio-

Les déménagements des Franciliens à l'intérieur de la région, leurs départs vers la province et les entrées de personnes venant du reste de l'Hexagone ou de l'étranger accentuent les contrastes sociaux dans l'espace francilien et renforcent l'implantation des cadres au centre et à l'ouest de la région.

La proportion de ménages dont la personne de référence est cadre est près de 2,5 fois plus élevée en Île-de-France qu'en province. Ces ménages représentent plus d'un ménage francilien sur cinq. À l'inverse, en Île-de-France, un ménage sur huit seulement est un ménage d'ouvrier. En province, c'est le cas d'environ un sur cinq. Ces écarts entre l'Île-de-France et le reste de l'Hexagone s'accroissent entre 1999 et 2006.

Plus de cadres et moins d'ouvriers entre 1999 et 2006

Alors que le nombre de ménages franciliens a augmenté de 7 % entre 1999 et 2006, celui des cadres s'est accru trois fois plus vite (+ 24 %). En province, la part des cadres augmente moins qu'en Île-de-France. Au cours de la même période, le nombre de ménages d'ouvriers franciliens a diminué (- 8 %) alors qu'il reste stable en province. La part des ouvriers diminue ainsi davantage en Île-de-France qu'en province.

Celles des employés et des professions intermédiaires, quant à elles, varient peu entre 1999 et 2006.

Depuis la fin des années 1990, le nombre de retraités franciliens a augmenté, en lien notamment avec l'allongement de l'espérance de vie et l'arrivée aux âges de la retraite des premiers *baby-boomers* : leur effectif s'accroît 1,5 fois plus vite que celui de l'ensemble des ménages. Ils représentent en 2006 un ménage francilien sur quatre. Mais l'Île-de-France reste nettement plus jeune que la province, où les retraités représentent un tiers des ménages. La composition sociale des retraités franciliens reflète celle des actifs : 18,5 % sont d'anciens cadres (contre 8 % en province) et 20,5 % occupent

De plus en plus de cadres et de moins en moins d'ouvriers en Île-de-France : l'écart avec la province augmente - Répartition des ménages franciliens (en %)

| Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage | Île-de-France | | | Province | | |
|--|---------------|------|---------------------|----------|------|---------------------|
| | 1999 | 2006 | Évolution en points | 1999 | 2006 | Évolution en points |
| Exploitants agricoles | 0,1 | 0,1 | 0 | 1,9 | 1,7 | - 0,2 |
| Artisans, commerç., chefs d'entrep. | 4,8 | 4,1 | - 0,7 | 5,1 | 4,6 | - 0,5 |
| Cadres, professions intellect. sup. | 18,3 | 21,3 | 3 | 7,6 | 8,9 | 1,3 |
| Professions intermédiaires | 17,1 | 17,4 | 0,3 | 13,4 | 14,1 | 0,7 |
| Employés | 14,6 | 14,2 | - 0,4 | 10,8 | 11,1 | 0,3 |
| Ouvriers | 14,8 | 12,7 | - 2,1 | 20,5 | 18,9 | - 1,6 |
| Retraités | 23,5 | 24,4 | 0,9 | 31,5 | 33,9 | 2,4 |
| Autres inactifs | 6,8 | 5,8 | - 1 | 9,3 | 6,8 | - 2,5 |

Sources : Insee, recensements de population de 1999 et 2006 (exploitation complémentaire).

Une mobilité résidentielle inégale selon les groupes sociaux

| Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage | Part des ménages... | | | | | |
|--|---|--|-------------------|---------------------|---------------|----------|
| | résidant dans la même commune en 2001 et 2006 | résidant dans une autre commune de la région en 2006 | venus de province | venus de l'étranger | venus des Dom | Ensemble |
| Ensemble des ménages | 74,1 | 17,3 | 5,9 | 2,3 | 0,3 | 100 |
| Exploitants agricoles | 87,9 | 8,8 | 2,6 | 0,6 | 0,1 | 100 |
| Artisans, commerç., chefs d'entrep. | 76,9 | 18,7 | 2,5 | 1,8 | 0,1 | 100 |
| Cadres, professions intellect. sup. | 66,2 | 20,9 | 9,4 | 3,4 | 0,1 | 100 |
| Professions intermédiaires | 66,2 | 24,2 | 7,4 | 1,8 | 0,4 | 100 |
| Employés | 66,5 | 22,8 | 7,5 | 2,4 | 0,8 | 100 |
| Ouvriers | 71,7 | 22,0 | 3,3 | 2,6 | 0,4 | 100 |
| Retraités | 94,5 | 4,1 | 1,2 | 0,2 | 0,0 | 100 |
| Autres inactifs | 63,2 | 14,6 | 12,7 | 8,5 | 1,0 | 100 |

Source : Insee, recensement de population de 2006, exploitation complémentaire.

professionnelle, les ménages n'ont pas la même probabilité de changer de commune de résidence, ne s'installent pas dans les mêmes communes en Île-de-France et ne parcourent pas les mêmes distances. Les plus mobiles sont les plus jeunes et/ou les plus qualifiés, cadres et professions intellectuelles supérieures. Ils sont à la fois plus nombreux à avoir déménagé à l'intérieur de l'Île-de-France, à changer de région de résidence ou à venir de l'étranger. Les employés, plus jeunes, plus souvent en début de carrière professionnelle et de cycle familial, sont plus mobiles que les ouvriers. La diminution du nombre de ménages d'ouvriers, ménages plus âgés et se renouvelant peu, explique aussi leur moindre mobilité. Les retraités sont peu mobiles. Ils changent moins souvent de commune de résidence au sein de la région

que les autres catégories socio-professionnelles. Ils changent également moins souvent de région de résidence. Cependant, ils sont plus mobiles que leurs homologues du reste de la France. Ils quittent beaucoup plus souvent la région Île-de-France qu'ils ne viennent s'y installer. Ainsi, représentent-ils un quart des ménages se dirigeant vers la province, soit une proportion équivalente à leur part dans la population francilienne, mais seulement 4 % des arrivants dans la région.

Les échanges avec la province renforcent la présence des cadres

En 2006, à peine 6 % des ménages franciliens résidaient dans une autre région cinq ans plus tôt. Entre 2001 et 2006, la région est déficitaire dans ses échanges avec la province pour les ménages retraités (-80000). Cela

contribue au maintien d'une population jeune. Elle l'est aussi pour les ménages d'ouvriers (-28000). Un quart d'entre eux se sont installés dans l'un des huit départements du Bassin parisien limitrophes de l'Île-de-France, une partie continuant cependant à travailler dans la région capitale. De plus, la région a perdu dans ses échanges avec la province environ 13000 ménages de professions intermédiaires et 5000 ménages d'employés. Au contraire, elle gagne près de 11000 cadres, solde qui ne représente toutefois que 5 % de l'accroissement régional de leur effectif (+200000).

Les échanges avec la province, mais aussi avec l'étranger, renforcent la présence des cadres dans la région. Depuis la fin des années 1990, le profil des entrants venus de l'étranger s'est sensiblement modifié : les cadres représentent trois ménages sur

dix et sont désormais deux fois plus nombreux que les ouvriers ou les employés.

Les ménages modestes, toujours plus loin du centre de la région

En 2006, parmi les ménages installés depuis moins de cinq ans dans une commune francilienne, les deux tiers résidaient déjà en Île-de-France en 2001.

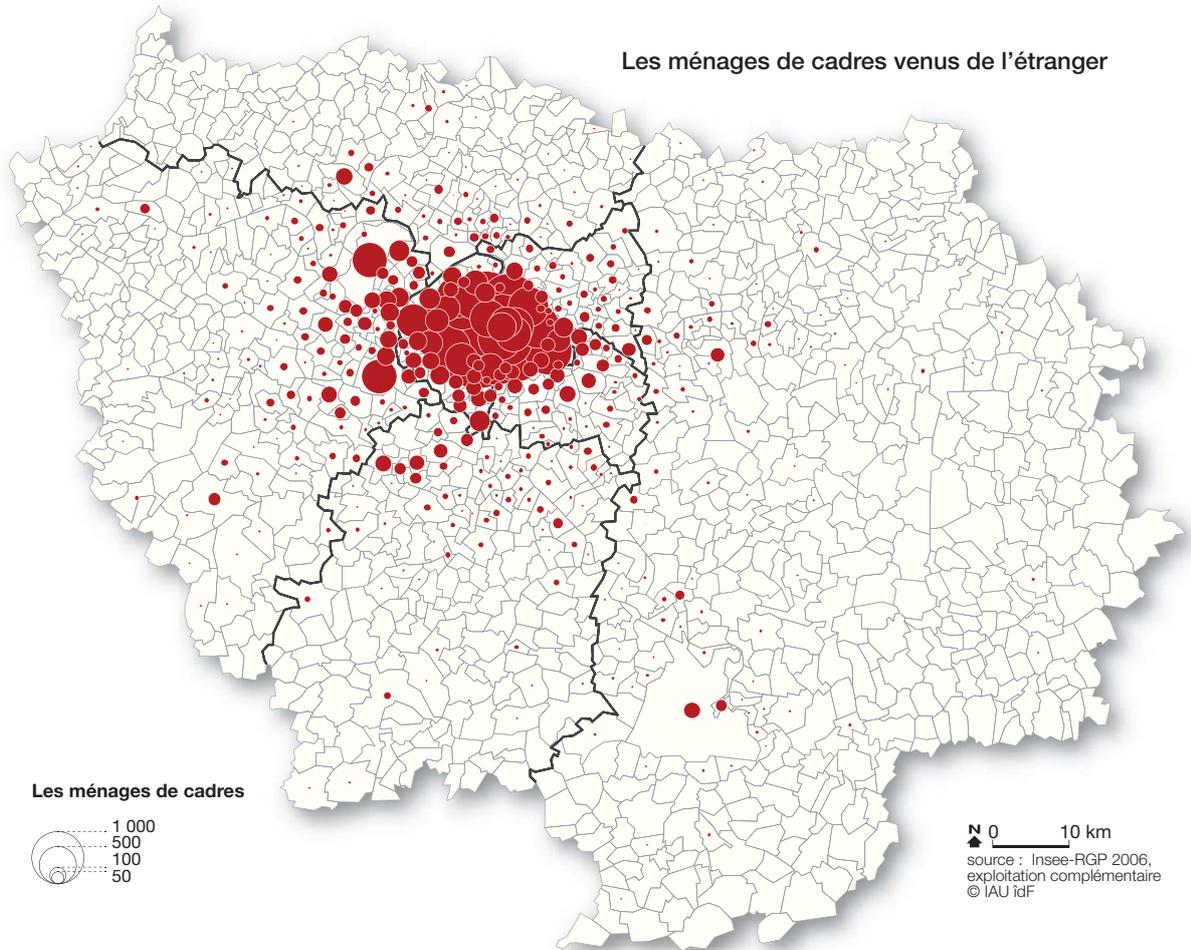
Parmi ces migrants au sein de la région, les déménagements du centre vers une commune plus périphérique sont toujours les plus fréquents pour toutes les catégories d'actifs, y compris les cadres, et pour les retraités. À l'issue de ces déplacements, les ménages franciliens s'éloignent de 1,2 km du centre de la région : ils habitaient en moyenne à 15,9 km de Paris avant leur déménagement, à 17,1 km après. En revanche, les jeunes inactifs, souvent étudiants et/ou décohabitants, quittent plus souvent une commune périphérique pour s'installer au centre de la région, où le parc de petits logements locatifs est important.

Les déplacements vers la périphérie sont plus fréquents pour les ménages les plus modestes, actifs ou retraités. Ils représentent près de deux déménagements sur trois pour les contremaîtres, les ouvriers, les retraités ouvriers et employés. Toutefois les employés, plus jeunes que les autres actifs, se dirigent plus souvent vers les petits logements locatifs plus centraux. Parmi les retraités, les anciens cadres s'installent plus souvent dans le centre de la région que les autres. Ils sont ceux qui s'y installent le plus après les jeunes inactifs.

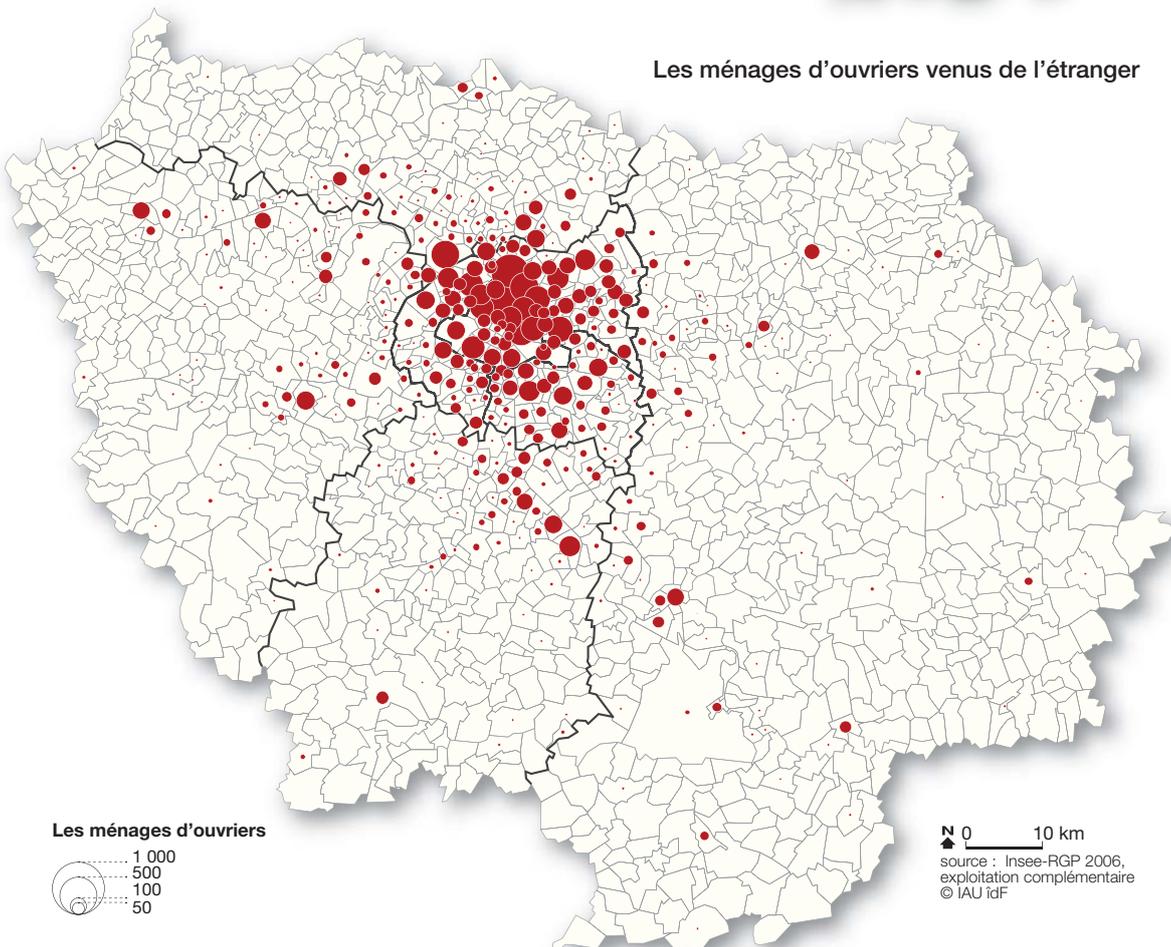
Entre 2001 et 2006, Paris et les communes situées à moins de 10 km de Notre-Dame sont déficitaires dans leurs échanges avec les autres communes de la région (-26000 ménages, dont près de la moitié sont des ménages d'ouvriers). Les ménages d'ouvriers partent également plus souvent de cette zone centrale pour la province qu'ils

Mobilité résidentielle comparée

Les ménages de cadres venus de l'étranger



Les ménages d'ouvriers venus de l'étranger



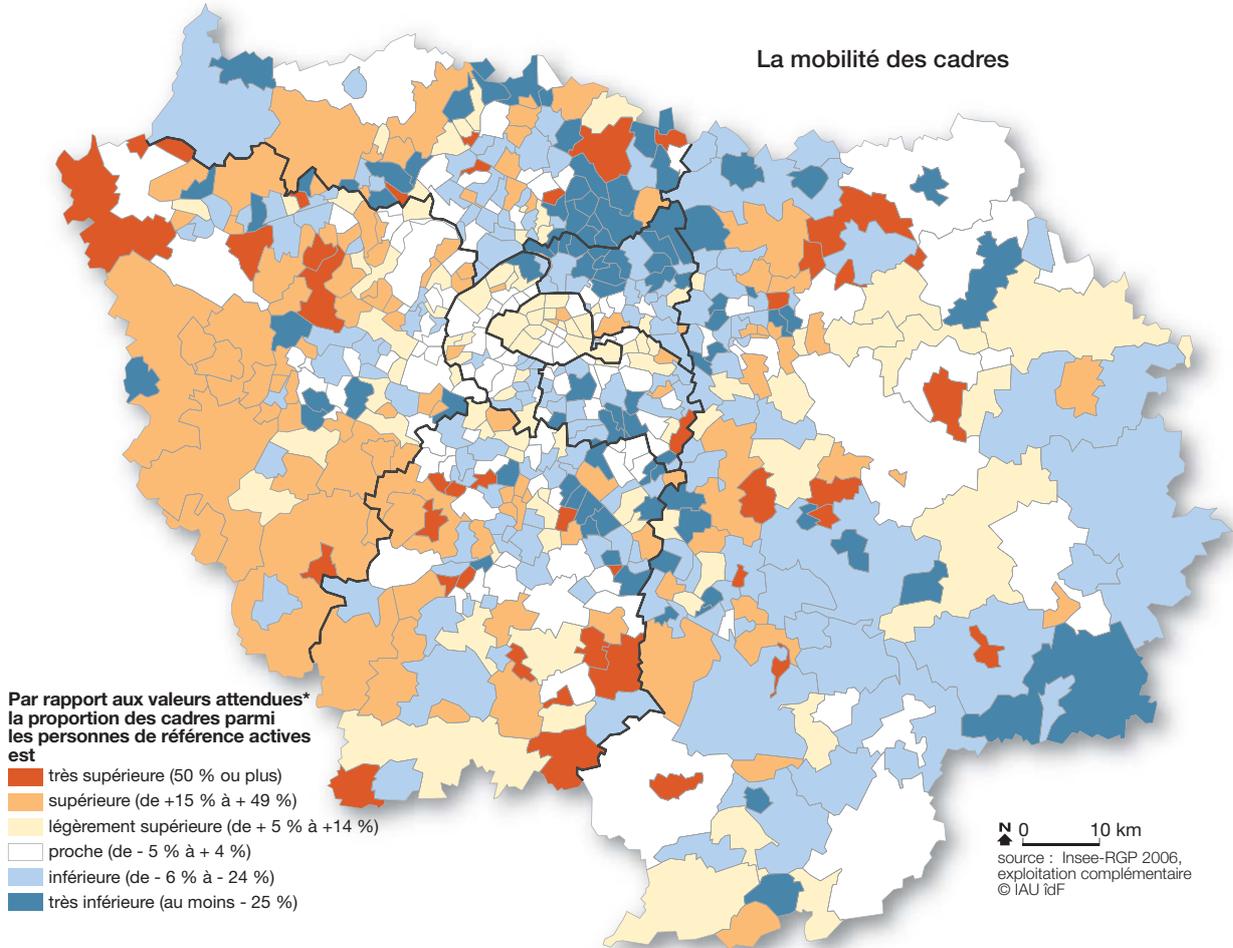
Par rapport
la proporti
les person
est

- très su
- supérie
- légèr
- proche
- très inf

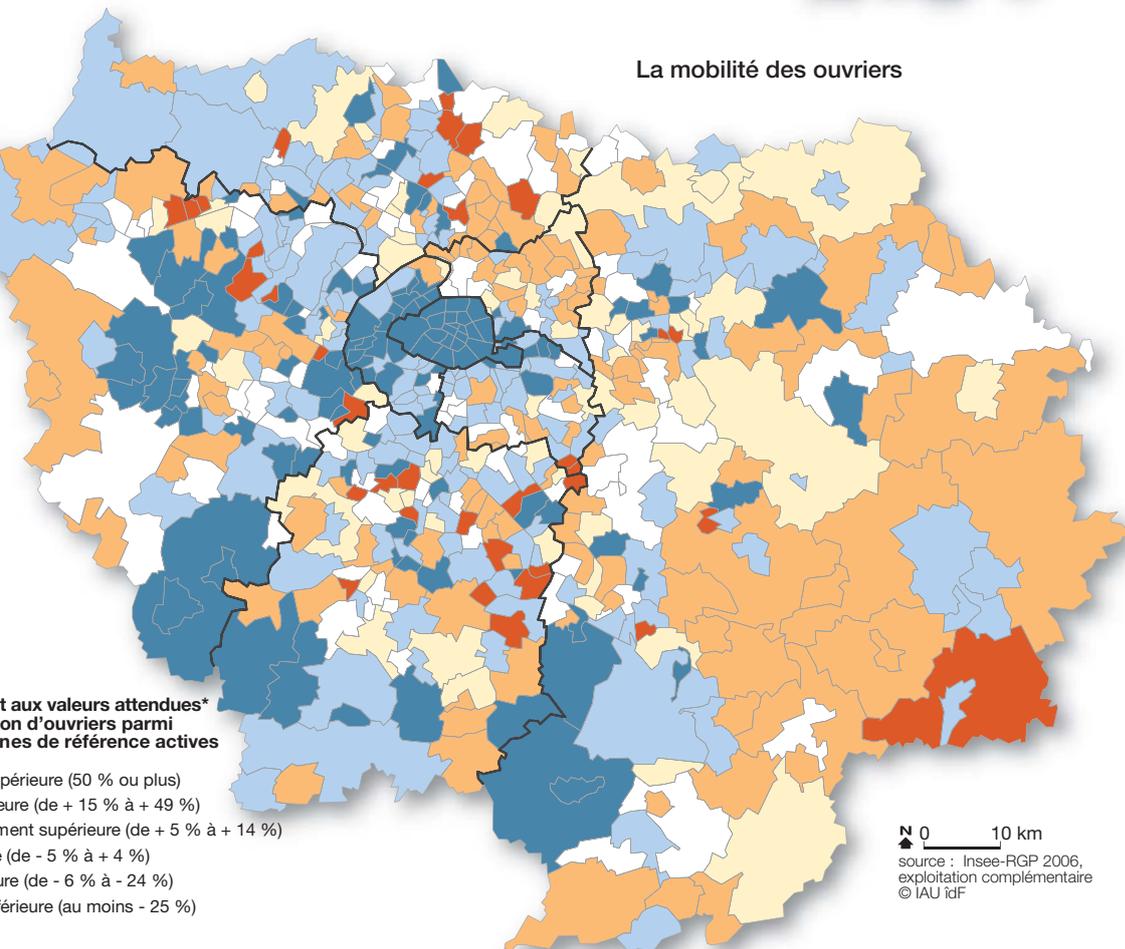
* Voir enca

Évolution des cadres et des ouvriers

La mobilité des cadres



La mobilité des ouvriers



La mobilité résidentielle renforce l'implantation des cadres au centre et à l'ouest de la région et la présence des ouvriers dans les grands ensembles d'habitat social en proche banlieue nord-est et dans les zones pavillonnaires périurbaines souvent situés aux confins de la région.

Les ménages franciliens s'éloignent du centre de la région après déménagement

| Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage | Ménages mobiles intrarégionaux | |
|--|---|--------------------|
| | Distance moyenne à Paris du lieu de résidence (en km) | |
| | Avant déménagement | Après déménagement |
| Ensemble des ménages | 15,9 | 17,1 |
| Exploitants agricoles | 34,4 | 41,0 |
| Artisans, commerç., chefs d'entreprise | 16,3 | 19,3 |
| Cadres, professions intellectuelles. sup. | 14,9 | 16,0 |
| Professions intermédiaires | 18,2 | 19,5 |
| Employés | 17,7 | 18,3 |
| Ouvriers | 18,9 | 21,7 |
| Retraités | 18,7 | 21,3 |
| Autres inactifs | 18,1 | 14,2 |

La distance au centre de Paris du lieu de résidence est mesurée à vol d'oiseau, du chef-lieu de la commune à celui du 1^{er} arrondissement.

Source : Insee, recensement de population de 2006, exploitation complémentaire.

ne font le chemin inverse. Ce n'est pas le cas des employés et des professions intermédiaires : ils sont aussi nombreux à quitter le centre de la région pour la province qu'à venir s'y installer. Les cadres sont également plus nombreux à quitter cette zone centrale pour le reste de l'Île-de-France qu'à faire le chemin inverse. Ces départs nets sont toutefois plus que compensés par des échanges excédentaires avec le reste de l'Hexagone (solde excédentaire trois fois supérieur). Le centre de la région retient également deux entrants en provenance de l'étranger sur trois, en particulier les cadres. Trois ménages de cadres venant de l'étranger

sur quatre s'installent dans cette zone centrale. Paris capte à lui seul la moitié de ces venues de cadres depuis l'étranger. Il voit aussi arriver de l'étranger de nombreux jeunes inactifs qui viennent faire leurs études dans la capitale.

Pour les communes de banlieue situées entre 10 et 20 km de Notre-Dame, les échanges avec la province sont très déficitaires pour tous les groupes sociaux et s'équilibrent à peine avec le reste du territoire francilien. Au-delà de 20 km de Notre-Dame, le desserrement des ménages franciliens ne compense pas les départs nets vers la province. La moitié de ce déficit migratoire est due aux départs de retraités.

Sources et définitions

Cette étude utilise les données des recensements de population de 1999 et de 2006. Le premier est un recensement exhaustif tel que l'Insee en réalisait tous les huit ou neuf ans, tandis que le second substitue au comptage traditionnel une technique d'enquêtes annuelles réalisées entre 2004 et 2008.

Personne de référence :

La personne de référence d'une famille est l'homme du couple, si la famille comprend un couple, ou le parent d'une famille monoparentale. Si le ménage comporte une famille, la personne de référence du ménage est celle de la famille. Sinon, c'est l'homme actif le plus âgé ou, à défaut, l'homme le plus âgé. Les ménages sont classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur personne de référence.

Migrants et migrations :

Une *migration* est un déplacement conduisant à un changement de résidence principale.

Un *migrant*, au sens du recensement de 2006, est une personne habitant une résidence principale différente de celle qu'elle occupait cinq ans auparavant. Au cours de cette période, il peut avoir effectué plusieurs migrations qui ne sont pas comptabilisées : seule la destination finale est connue.

La mobilité interne à la région est donc sous-estimée.

Pour les échanges avec l'étranger, seules les entrées sont connues.

Les caractéristiques sociodémographiques des migrants ne sont connues qu'à la date du recensement. On ignore ce qu'elles étaient en début de période et au moment de la migration, et si la mobilité résidentielle va de pair avec une mobilité professionnelle.

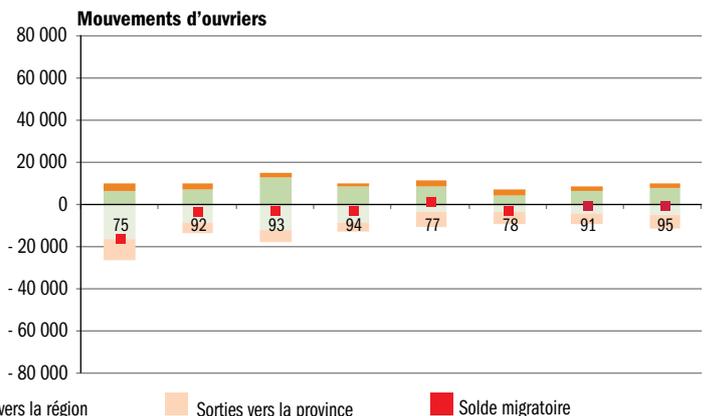
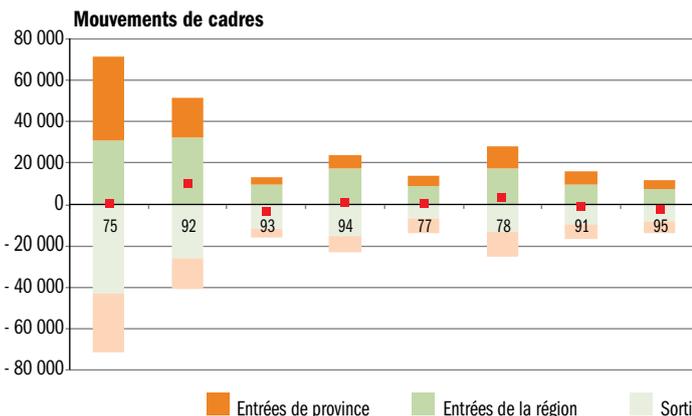
Les cadres se concentrent dans Paris et l'ouest de l'Île-de-France

L'augmentation importante des effectifs de cadres se traduit à la fois par leur diffusion plus large dans l'espace régional et par des localisations de plus en plus sélectives des ménages les plus aisés. Alors que les cadres venus de province ou de l'étranger contribuent fortement à l'embourgeoisement de Paris, leurs

mouvements au sein de la région sont très défavorables à la capitale. De nombreuses communes des Hauts-de-Seine profitent à la fois de l'arrivée de cadres depuis Paris, ainsi que de la province et de l'étranger. En grande couronne, la concentration des ménages aisés dans le quadrant sud-ouest de l'Île-de-France se renforce. Ce n'est pas le cas des ménages de professions intermédiaires. Les tensions sur le mar-

Les mouvements des cadres au sein de la région sont particulièrement favorables aux Hauts-de-Seine

Effectifs des entrées et sorties des départements franciliens



Source : Insee, recensement de population de 2006, exploitation complémentaire.

ché immobilier rendent les communes pavillonnaires périurbaines, bien cotées dans cette zone, difficilement accessibles pour une partie de ces ménages cherchant à s'y installer.

Les migrations accentuent la différenciation des espaces ouvriers. D'un côté, les ménages d'ouvriers restent concentrés en proche banlieue nord-est, dans les grands ensembles d'habitat social. De l'autre, ils s'installent dans des zones pavillonnaires périurbaines situées souvent aux confins de la région. Dans certaines communes rurales de Seine-et-Marne, du Val-d'Oise ou de l'Essonne, les ouvriers qualifiés et les contremaîtres peuvent encore trouver des terrains moins coûteux pour accéder à la propriété. Aux marges de la région, le profil des habitants est plus varié.

Les différences de prix du foncier et de l'immobilier, dans un contexte de forte hausse, orientent sans doute de plus en plus les destinations des migrants, contribuant à accentuer les contrastes sociaux. Alors que les cadres renforcent et étendent leur territoire, les catégories plus modestes, plus captives, peuvent donc être plus souvent contraintes à s'éloigner du centre de la région.

*Martine Berger (université de Paris I -
laboratoire de Ladys) ■*

Migrations et changement social

Pour évaluer l'effet des migrations sur le changement social, on compare le profil social des ménages entrants dans une zone avec celui des sortants. On a mesuré (par un modèle de régression linéaire) la tendance générale observée au sein de l'Île-de-France. Pour chaque zone, on a calculé sous forme d'indice la différence entre la proportion effectivement observée pour un groupe social donné parmi les entrants et la valeur « attendue », c'est-à-dire le niveau que devrait atteindre cette catégorie compte tenu de sa proportion parmi les sortants, corrigée de l'évolution moyenne régionale au cours de la période considérée. Lorsque cet indice est égal ou proche de 100, on considère que l'effet des migrations sur la composition sociale de la zone a été neutre. Lorsque la valeur observée est supérieure – ou inférieure – à la valeur attendue, on en déduit un renforcement – ou un affaiblissement – relatif de ce groupe et on peut mesurer ainsi l'ampleur du changement différentiel lié aux migrations.

Dans le calcul des parts relatives des groupes sociaux parmi les entrants ou les sortants, seuls les ménages d'actifs sont pris en compte. Si les retraités pèsent largement dans le solde des échanges de la région avec la province, leur mobilité à l'intérieur de la région est très faible (moins d'un ménage sur vingt a changé de commune en Île-de-France au cours des cinq années précédant l'enquête) et contribue peu, localement, au changement social. Pour disposer d'effectifs de migrants suffisants, les communes rurales ont été regroupées en zones constituées sur la base des cantons.

Pour en savoir plus

- DE BIASI K., BEAUFILS S., « L'Île-de-France, de plus en plus une étape dans les parcours résidentiels », *Insee Île-de-France à la page*, n° 336, juin 2010.
- SAGOT M., « Arrivées de l'étranger : l'Île-de-France attire des jeunes qualifiés », *Note rapide*, n° 521, IAU îdF, octobre 2010.
- LOUCHART Ph., « Les Franciliens moins mobiles que les provinciaux », *Note rapide*, n° 557, juillet 2010.
- IAURIF-INSEE, *Atlas des Franciliens*, tome 3, chapitre 3, 2002.

Atlas des Franciliens Structures sociales

> **Chef de projet IAU îdF** : Mariette Sagot (mariette.sagot@iau-idf.fr), sous la direction de Christine Corbillé.

> **Chef de projet Insee** : Guillemette Buisson (guillemette.buisson@insee.fr), sous la direction de Patrick Pétour.

Directeur de la publication

François Dugeny

Directrice de la communication

Corinne Guillemot

Responsable des éditions

Frédéric Theulé

Rédactrice en chef

Marie-Anne Portier

Maquette

Vay Olivier

Cartographie

Jean-Eudes Tilloy

Correctrice

Madeleine Caux

Diffusion par abonnement

80 € par an (≈ 40 numéros) - 3 € le numéro

Service diffusion-vente

Tél. : 01 77 49 79 38

www.iau-idf.fr

Librairie d'Île-de-France

15, rue Falguière 75015 Paris

Tél. : 01 77 49 77 40

ISSN 1967 - 2144